

## Décision du Président n° DEC-2025/0297

**Convention de mise à disposition à titre précaire et révocable, des espaces situés dans l'enceinte de l'hippodrome et des ex-terrains dit "LU/AXA" de Bondoufle et Ris-Orangis à conclure avec la société The Place To See**

Le Président de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-10 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart ;

Vu la délibération n° DEL-2021/057 du Conseil communautaire en date du 9 février 2021 fixant les redevances d'occupation des sites de l'hippodrome et des terrains dits « Lu/Axa » à Ris-Orangis et Bondoufle ;

Vu la délibération n° DEL-2024/190 du Conseil communautaire en date du 25 juin 2024 portant modification de la délégation d'attributions du Conseil communautaire au Bureau communautaire, au Président et au Vice-président chargé de la commande publique en application de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les conventions signées avec l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF) le 25 octobre 2013 et le 9 décembre 2014, concernant la gestion du site de l'hippodrome et des terrains dits « Lu/Axa » ;

Vu le projet de convention de mise à disposition à titre précaire et révocable à conclure avec la société The Place To See ;

Considérant que l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF) a acquis le 25 octobre 2013, auprès de l'association France Galop, le site de l'hippodrome, puis, le 9 décembre 2014, le site dit de « Lu/Axa », pour le compte de la communauté d'agglomération Évry Centre Essonne aux droits de laquelle intervient la communauté d'agglomération ;

Considérant que l'EPFIF a confié à la communauté d'agglomération, par voie de convention, la gestion et le gardiennage des sites de l'hippodrome et des ex-terrains « Lu/Axa » ;

Considérant, par suite, qu'en sa qualité de gestionnaire et conformément aux conventions susvisées signées avec l'EPFIF, la communauté d'agglomération a toute compétence pour mettre à disposition ces sites au profit de divers bénéficiaires ;

Considérant que la société The Place To See souhaite utiliser ces sites pour un tournage publicitaire ;

Considérant qu'il y a donc lieu de fixer, par voie de convention, les modalités de cette mise à disposition ;



**DÉCIDE :**

**Article 1 :**

Une convention est conclue entre la communauté d'agglomération et la société The Place To See, sise 225 rue Vaugirard à Paris (75015), représentant son client la société Asphalte Six et Sept, sise 27 rue Saint Joseph à Bordeaux (33000), relative à la mise à disposition, à titre précaire et révocable, du site situé dans l'enceinte de l'hippodrome et des ex-terrains dits « LU/Axa », sis sur les communes de Bondoufle (91070) et de Ris-Orangis (91130).

**Article 2 :**

La mise à disposition de ce site est consentie moyennant le versement d'une redevance d'occupation conformément au tarif fixé par la délibération susvisée du Conseil communautaire en date du 9 février 2021. La société The Place To See versera à la Communauté d'agglomération une redevance par jour d'occupation, selon les modalités fixées à l'article 5 de ladite convention, soit la somme de 3 000 € (trois mille euros) pour 2 (deux) jours d'occupation.

**Article 3 :**

La convention de mise à disposition est conclue pour une durée de 2 jours les 16 et 17 avril 2025.

**Article 4 :**

Le Président et le Directeur général des services de la Communauté d'agglomération sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 5 :**

La présente décision sera transmise à la préfète de l'Essonne, au comptable public d'Évry-Courcouronnes et publiée en ligne sur le site Internet de la Communauté d'agglomération selon les prescriptions légales en vigueur.

Fait à Évry-Courcouronnes, le 20 MAI 2025



Pour le Président et par délégation  
Salima EL KAY  
Michel Bisson  
Président  
Directeur Général des Services  
Relations aux Communes, Administration  
et Moyens de l'Innovation

Transmis en Préfecture le 20 MAI 2025

Publié le 20 MAI 2025

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d'acceptation, sauf exceptions prévues aux articles L.231-4 et suivants du code des relations entre le public et l'administration et par les décrets d'application de ces textes. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).